



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Alençon, le 19/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUGROS COSMETIC PACKAGING

ZA du Londeau
Rue de l'Expansion
61000 Cerisé

Références : 61-2024-0132 -JE
Code AIOT : 0005302487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement AUGROS COSMETIC PACKAGING implanté ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'évolution de la mise en conformité de l'installation sur ses émissions atmosphériques. A noter le climat conflictuel avec les riverains de l'établissement qui se plaignent régulièrement des gênes olfactives occasionnées par les émissions des installations de la société AUGROS COSMETIC PACKAGING (suivi de l'arrêté de mise en demeure du 23 septembre 2022 et de l'arrêté d'astreinte du 6 décembre 2023).

Par ailleurs, l'inspection est réalisée afin de faire le point sur les actions engagées visant à mettre en conformité le site en ce qui concerne la défense extérieure contre l'incendie et la prévention incendie (suivi des arrêtés de mise en demeure du 9 mai 2023 et du 7 novembre 2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUGROS COSMETIC PACKAGING
- ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Augros Cosmetic Packaging (anciennement MSV) est spécialisée dans la fabrication d'accessoires de conditionnement de produits cosmétiques.

Le site du Val-au-Perche est spécialisé dans la décoration de pièces en plastique par laquage et métallisation sous vide. Les pièces en plastique sont des éléments constitutifs rentrant dans la fabrication de flacons de parfum et d'accessoires de produits cosmétiques.

Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis peinture, apprêt, etc.) de la nomenclature des installations classées.

Pour exercer ses activités, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 demeure en vigueur.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Point n°2 | AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 6 mois |
| 6 | Point n°6 | AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 7 | Point n°7 | AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 8 | Point n°8 | AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 1 | Point n°1 | AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 3 | Point n°3 | AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 3 | Sans objet |
| 4 | Point n°4 | AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 4 | Sans objet |
| 5 | Point n°5 | AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des émissions de composés organiques volatils :

Un plan de réduction des émissions de COV a été présenté et mis en œuvre par la société AUGROS. Ce plan consiste à réduire à la source la quantité de solvants utilisés et à changer les procédés de fabrication.

Les quantités d'émissions de COV mesurées depuis 2012 suivent une régression linéaire descendante laissant entrevoir un respect de l'émission annuelle cible définie par son arrêté d'autorisation à l'horizon 2027.

Par conséquent, à ce stade, l'arrêté de mise en demeure du 23/09/2023 ne peut être levé en la circonstance, compte tenu du non respect des prescriptions au jour de l'inspection. Compte tenu de ce qui précède, un arrêté d'astreinte daté du 06/12/2023 prendra effet sous 12 mois à compter de sa date de notification.

S'agissant de la prévention et de la lutte contre l'incendie :

L'exploitant va installer une réserve d'eau supplémentaire de 350 m³ entre septembre et octobre 2024.

Les justificatifs de contrôle des installations électriques et le zonage ATEX ont été présentés à l'inspection.

Toutefois, l'exploitant doit d'une part faire contrôler la conformité des équipements et matériels présents en zone ATEX, d'autre part effectuer les corrections demandées dans les rapports de contrôle des installations électriques et de la thermographie dans les plus brefs délais.

Par conséquent, les arrêtés de mise en demeure du 09/05/2023 et du 07/11/2023 ne peuvent être levés à ce stade. Il n'est pas proposé de sanction administrative compte tenu des éléments présentés à l'inspection prouvant la programmation et la réalisation en cours des travaux prescrits. Les arrêtés de mise en demeure du 09/05/2023 et du 07/11/2023 seront levés lorsque l'inspection aura reçu les justificatifs de réalisation de tous les travaux prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions Par mesures |
| Prescription contrôlée : Des mesures des émissions de COV et de poussières sont effectuées 1 fois par an. Ces mesures concernent les 28 conduits identifiés à l'article 3.2.2 de l'arrêté du 8 octobre 2018. Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. |

| |
|---|
| Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les mesures de poussières |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la synthèse des mesures de ses émissions de composés organiques volatils (COV) et de poussières pour les années 2018 à 2023.</p> <p>S'agissant des rejets de poussières, les mesures montrent que les rejets de tous les émissaires sont en dessous de la valeur limite d'émission (100 mg/Nm3) pour l'année 2023.</p> <p>S'agissant des rejets de composés organiques volatils, les relevés démontrent une baisse significative sur 5 ans sur l'ensemble des émissaires sans toutefois atteindre la valeur seuil de l'émission annuelle cible de 0,856 Kg de COV émis par kg d'extrait sec.</p> <p>Toutefois, un plan de réduction des émissions a été présenté à l'inspection (constat suivant).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Point n°2

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La concentration en COV sortie des conduits n°5, 6, 14, 21 et 22 est de 50 mg/Nm3.[...] Les installations concernées par l'activité revêtement font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) de composés organiques volatils validé. Le respect du schéma de maîtrise des émissions garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Son application permet de déroger aux valeurs limites fixées ci-dessus pour ces installations. [...]L'émission annuelle de référence retenue est 169 tonnes de COV pour l'année de référence 2003.L'émission annuelle cible définie (EAC) est EAC = 0,856 kg de COV émis par kg d'extrait sec utilisé. Délai: L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour proposer un plan d'action détaillé sur les gains environnementaux obtenus et escomptés permettant d'atteindre le respect de l'EAC et/ou des niveaux de concentration en COV pour les conduits 5, 6, 14, 21 et 22.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de réduction des émissions de composés organiques volatils. Ce plan prévoit d'une part une diminution à la source des quantités de solvants utilisés dans les produits avec en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réduction du taux de solvant et augmentation du taux de résine. • L'utilisation de produits hydro-dilués (primaire adhérence à 6 % COV au lieu de 96 %, laque alu à 30% COV au lieu de 95 %). <p>Ce plan prévoit d'autre part une évolution des procédés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fermeture de l'atelier du vernissage de base traditionnelle. • Le passage en vernis de base UV (% extraits secs x 2); • La montée en capacité de la ligne d'UV6 disposant de systèmes de filtration performants; |

- L'acquisition de torches plasma en traitement de surface.

Les quantités de COV émis annuellement sont calculées en kg à partir des quantités de solvants à la source et des quantités mises au déchets.

Le ratio actuel de COV émis par kg d'extrait sec utilisé est de 1,6, comparé à l'émission annuelle cible de 0,856 imposée par l'arrêté d'autorisation.

On note toutefois une diminution de 50% des émissions de COV depuis 2012, année au cours de laquelle la valeur était de 3,4.

Les émissions de COV suivent une régression linéaire descendante. Sur la base de cette diminution, l'objectif de 0,856 Kg de COV émis par kg d'extrait sec utilisé pourrait être atteint à l'horizon 2027.

A ce stade, l'arrêté de mise en demeure du 23/09/2022 ne peut pas être levé tant que cet objectif n'est pas atteint. Une astreinte va être mise en place à compter du mois de décembre 2024 dans la mesure où l'APMD n'est pas respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection souligne les efforts entrepris par l'exploitant pour réduire ses émissions de COV depuis 2012 et lui demande de continuer à communiquer régulièrement aux riverains et à l'inspection leur évolution afin d'apaiser les tensions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Point n°3

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des Résultats de l'autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Délai : L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour transmettre le schéma de maîtrise des émissions de COV actualisé ainsi que son interprétation des résultats de l'autosurveillance des émissions atmosphériques.

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le schéma de maîtrise des émissions de COV actualisé ainsi que son interprétation des résultats de l'autosurveillance des émissions atmosphériques sous forme de graphique.</p> <p>Les résultats sont en accord avec le plan de réduction des émissions de COV.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Point n°4

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations d'entreposage internes des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>[...] L'exploitant est tenu d'évacuer ses déchets régulièrement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les déchets qui étaient entreposés à l'extérieur sont désormais entreposés dans des conteneurs étanches sur rétention.</p> <p>Les anciennes zones d'entreposage extérieur ont été intégralement nettoyées et libérées de tout déchet.</p> <p>Les bordereaux de suivi de ces déchets ont été présentés à l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Point n°5

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles et confinement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la</p> |

| |
|--|
| capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : Les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sur des rétentions dont les capacités répondent aux prescriptions. Par ailleurs, les liquides inflammables sont stockés sur des rétentions en acier et le bâtiment de stockage des produits liquides est construit sur un sous-bassement étanche faisant office de rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Point n°6

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :[...] d'une réserve d'eau d'au moins 740 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve d'eau, réalisée conformément aux dispositions du décret 2015-235 du 27 février 2015, dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté |
| Constats : L'exploitant installe une réserve incendie de 350 m ³ en complément de la réserve existante de 400 m ³ . Le bon de commande daté du 16 février 2024 prend en compte les aménagements suivants : - Création d'une plate-forme; - Fourniture et mise en œuvre d'une citerne souple de 350 m ³ . L'arrêté de mise en demeure du 05/09/2023 ne peut être levé tant que les travaux ne sont pas effectués. Toutefois l'exploitant rapporte à l'inspection, le courriel envoyé par la société Pigeon daté du 28/08/2024 faisant foi, que les travaux auront lieu entre septembre et octobre 2024. A ce jour, l'exploitant a envoyé les photos du terrassement de la plate forme achevée qui doit recevoir la citerne au cours de la deuxième semaine d'octobre. C'est pourquoi l'inspection ne propose pas de sanction administrative à ce stade. |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Après la réception des travaux, l'exploitant devra envoyer au SDIS et à l'inspection le PV de conformité fourni par l'installateur. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Point n°7

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des Installations électriques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.[...]Délai : 2 mois à compter de la notification du présent arrêtéLa prescription sera considérée respectée sur justification de la réalisation du contrôle des équipements électriques situés au sein des lignes de production.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le certificat de vérification périodique de ses installations électriques (certificat Q18 daté du 14/05/2024) et le certificat de contrôle électrique par thermographie (certificat Q19 daté du 07/07/2024) .</p> <p>Conclusions du certificat Q18: <i>" Sur prise de droite entre le bureau métallisation et la porte sectionnelle vers extérieur.(2024) - Continuité à la terre inexistante de la masse "</i></p> <p>Conclusion du certificat Q19 : <i>"Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent. La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque."</i></p> <p>Compte tenu de ces prescriptions, l'arrêté de mise en demeure du 07/11/2023 ne peut être levé à ce stade.</p> <p>Toutefois l'inspection prend note, les échanges de courriel entre le prestataire et l'exploitant faisant foi, que la société Clemessy sera mandatée après l'établissement de son devis pour effectuer les réparations prescrites par les certificats Q18 et Q19.C'est pourquoi l'inspection ne propose pas de sanction administrative à ce stade, sous réserve que l'exploitant justifie sous un</p> |

| |
|--|
| mois de la réalisation effectives des mesures correctives ou fournisse un engagement ferme de réalisation (commande validée..) avec un délai de réalisation n'excédant pas 3 mois. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il apparaît un défaut au niveau du disjoncteur général et un défaut de continuité à la terre qu'il convient de rectifier dans les plus brefs délais. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Point n°8

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/11/2023, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques d'atmosphère Explosible (ATEX) |
| Prescription contrôlée : Localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.. Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté Matériels utilisables en atmosphères explosibles Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le zonage ATEX, le plan des zones à risques mis à jour et les pictogrammes matérialisant localement les risques. L'intervention du prestataire concernant la vérification de la conformité des matériels et équipements dans les zones à risque a eu lieu en août 2024. Le rapport du prestataire (APAVE) daté du 12/09/2024 fait état d'un certain nombre de non-conformités. Au regard des démarches engagées pour se mettre en conformité, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai d'un mois au plus tard les justificatifs de respect des non-conformités relevées dans le rapport du 12/09/24 ou un engagement ferme de réalisation des travaux (commande validée...etc) associé à un échéancier raisonnable dont le délai ne devra pas |

excéder 3 mois. Faute de disposer de ces éléments, des suites administratives et pénales seront engagées. L'arrêté du 07/11/2023 ne peut être que partiellement levé à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer la mise en conformité demandée dans le rapport de contrôle de conformité des installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques fonctionnant dans les zones à risque daté du 12/09/2024 et signé par l'APAVE. Au regard des démarches engagées pour se mettre en conformité, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai d'un mois au plus tard les justificatifs de respect de la prescription ou un engagement ferme de réalisation des travaux (commande validée...etc) associé à un échéancier raisonnable dont le délai ne devra pas excéder 3 mois. Faute de disposer de ces éléments, des suites administratives et pénales seront engagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois